

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail



MARS 2023/N°479

2€

RESTEZ VIGILANT-ES

Les milieux militants surveillés à Dijon



SOMMAIRE

ICI ET MAINTENANT p.2 à 13

- Criez-le bien fort!
Recueil des slogans p.2
- L'employeur préfère fermer Patatisse plutôt que de régulariser
Suite du conflit Patalevain & Patatisse p.3
- Avant de parler retraite, parlons du travail
En rapport a la réforme de la retraite p.4
- Seule la lutte paie !
Communiqué p.6
- Contre la réforme des lycées professionnels
Communiqué intersyndical p.7
- Cassons les IA !
Contre l'intelligence artificielle p.8
- Délivrons-nous de Deliveroo
Du retour au statut de salarié-e p.12
- Surveillance des milieux militants à Dijon
Stop surveillance! p.14

INTERNATIONAL p.14 à 17

- Grèce p.17
- Turquie/Syrie p.18
- Paris p.18

CULTURE p.18 à 19

- Du brun planétaire
- Les mouvements infertiles
- Cocougnettes autogérées
- Mlak, Malik (Abdel)

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org, toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

Bureau confédéral
17 avenue de Gaulle
26200 Montélimar
06 52 17 93 54
mél : cnt@cnt-f.org

1 Alsace

Union régionale CNT c/o
 Lucha y Fiesta
 BP 30017 67027
 STRASBOURG CEDEX 1
 09 52 91 12 14 alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue
 Sanche-de-Pomiers, 33000
 Bordeaux
 06 95 52 69 71
ul33@cnt-f.org

Syndicats régionaux PTT

Aquitaine, BP 80099, 33704
 Mérignac

Culture Aquitaine 36,
 rue Sanche-de-pomiers,
 33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT
 Salle Poly, place Poly,
 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de
 Saône-et-Loire
 et de la Nièvre
 19 rue du pavé
 71290 Cuisery,
 CNT 21

6b rue Musette
 21000 Dijon
http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT
 BP 30423, 35004 Rennes
 CEDEX
 06 34 98 30 72
bretagne@cnt-f.org

6 Centre

CNT Centre
 13 rue Pierre Fournier
 41600 Lamotte-Beuvron
cnt-centre@cnt-f.org

7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne
 BP 90009,
 51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats

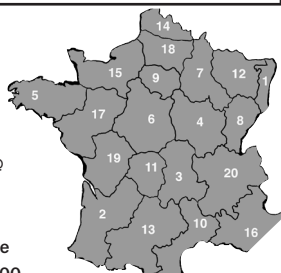
CNT Doubs
 c/o CESL, BP 121, 25014
 Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche
 39370 Les Bouchoux

9 Île-de-France

Union régionale CNT
 33, rue des Vignoles, 75020
 Paris 01 43 72 95 34
br.rp@cnt-f.org



10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT
 6 rue d'Arnal 30000
 Nîmes

ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin
 6, rue de Gorre,
 87000 Limoges,
cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT
ur.lorraine@cnt-f.org
 UD CNT Moselle

5, place des Charrons,
 57000 Metz
ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT
 18, av. de la Gloire,
 31 500 Toulouse
 Tél 09 52 58 35 90

14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,
 rue d'Arras, 59000 Lille
 03 20 56 96 10
ur59-62@cnt-f.org

15 Manche

Syndicat CNT Manche
cntmanche@cnt-f.org
facebook.com/cnmanche

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000
 bâbords 61, rue Consolat
 13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne

18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais
19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT
 20, rue Blaise-Pascal,
 86000 Poitiers
 05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT
 44, rue Burdeau
 69001 Lyon

Criez-le bien fort!

Recueil des slogans pour des manifs.

A bba, Abba, est un groupe suédois ! Non, non, non mais peut-être bien que si ! Nos slogans sont pourris, notre retraite le s'ra aussi

■ Grèves ! Manifs ! Blocages... Hop ! Hop ! Hop ! et le projet dégage !

■ On ne négocie pas un recul social... On le combat par la grève générale !

■ Grrrr ! Grrrr ! Grève générale !

■ Un seul jour... Ça ne suffira pas ! En grève... En grève... En grève illimitée !

■ Un seul jour... Ça ne suffira pas ! En grève... En grève... En grève illimitée !

■ La retraite à 100 ans on n'en veut pas! La retraite à 200 ans, on n'en veut pas! La retraite à 300 ans, on n'en veut pas. On veut pas travailler du tout.

■ Non, non, non ou peut-être bien que si, on en a rien à foutre, de ces béni-oui-oui. Contre, l'État, et le patronat, une voie, une arme, le syndicat !

■ La retraite Macron, c'est NON ! c'est NON ! C'est nous qui travaillons... c'est nous qui décidons !

■ Hier c'était soixante ! Aujourd'hui soixante-deux ! Là tu dis soixante-quatre mais tu joues avec le feu !

■ Pour leurs profits, ils bousillent nos vies ! La retraite c'est à 60 ans maxi !

■ Contre la loi du fric et des patrons ... UNION, ACTION, AUTO-GESTION !

■ Je bordelise, tu bordelises, vous bordelisez... Celui qui fout la merde, il est à l'Elysée !

■ Ils servent à rien, ils nous coûtent cher... dégageons les actionnaires !

■ De l'argent il y en a... dans les caisses du patronat ! Et l'argent on l'prendra... dans les caisses du patronat !

■ Trente ans d'contre-réformes, et aucune solution, la seule manière de faire, c'est la révolution !

■ C'n'est pas à Matignon, c'n'est pas dans les salons qu'on aura satisfaction ! C'est dans la rue qu'il faut lutter... s'organiser... se syndiquer... CNT un syndicat de combat !

■ Où c'est qu'on va ? Tous au combat ! Pour y faire quoi ? Défendre nos droits ! Quelle arme on a ? Le syndicat ! CNT un syndicat de combat !

■ On n'veut pas bosser plus, on veut travailler tou-s-tes !

■ Et si ça continu, faudra que ça cesse !

■ 64 ans on s'en fout, on n'veut plus de flic du tout !

■ On veut, les r'traites des policiers, sauf que nous, on a un vrai métier !

■ On veut des r'traites de permanents ! Sauf que nous, on la gagne en travaillant !

■ Medef partout... justice nulle part ! Patrons voyous... Gouvernements ripoux ! ●

L'employeur préfère fermer Patatisse plutôt que de régulariser la situation

Communiqué de la CNT Industries et services de Haute-Garonne.

La 3e semaine de janvier 2023, l'employeur a annoncé sur son site web la fermeture de sa pâtisserie : « *La Patatisse, c'est fini... Eh, oui ! La Patatisse n'a pas trouvé son public, et son aventure s'arrête là!* ». Évidemment, cette fermeture est liée au conflit social qui agite l'entreprise depuis 8 mois, même si cela est occulté par la langue de bois patronale.

Pour rappel, ce conflit est lié à des questions d'heures impayées, de salaires minimums conventionnels non respectés, d'irrégularités dans les ruptures des contrats et de problèmes de conditions de travail. Depuis le début, la CNT IS 31 cherche à négocier la régularisation de la situation. Face à l'entêtement de l'employeur à ne pas respecter le droit du travail, alors même qu'il reconnaît les faits reprochés, le syndicat a été contraint de lancer une campagne de boycott contre ses deux établissements : Patatisse et la boulangerie Patalevain. Les ex-salariées étant soutenues par une majorité du voisinage et une vingtaine d'organisations syndicales, associatives et politiques, l'employeur se retrouve de plus en plus isolé. Cependant, il s'entête toujours dans sa fuite en avant autodestructrice.

L'employeur, il y a encore quelques semaines, fanfaronnait en prétendant que la participation active du voisinage au boycott n'avait pas d'impact sur son entreprise. La fermeture de la Patatisse démontre le contraire. Par cette fermeture, l'employeur commence à réaliser sa menace, agitée il y a déjà plusieurs mois, de « *liquider plutôt que de négocier avec un syn-*



Depuis janvier, notre syndicat (CNT 31) a intensifié sa campagne de boycott en organisant un petit piquet de boycott surprise par semaine en plus du plus gros piquet appelé publiquement tous les mois depuis mai 2022.

dicat, par principe ».

Le syndicat se désole de l'attitude de l'employeur qui semble prêt à tout par conviction antisindicaliste. Le syndicat annonce qu'il maintient son appel au boycott contre l'établissement restant, la boulangerie Patalevain (88 rue Vestrepain, Toulouse), tant que la situation n'aura pas été régularisée. Nous ne pouvons pas continuer à laisser des employeurs piétiner ouvertement nos droits sans réagir. ●

CNT 31

Une radio local, Canal Sud, à fait une émission de 2 h "La CNT ne lâche rien face à Patalevain & Patatisse." Trois camarades (dont deux ex-salariées du Patalevain) étaient présentes à cette émission. Voilà le podcast : www.canalsud.net/cnt-industries-services-31-5082

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC Imprimerie Étoile Za Sainte

Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !

Avant de parler retraite, parlons du travail...

Et parlons-en entre travailleur·ses !

Le recul de l'âge de départ à la retraite est une atteinte contre l'ensemble des travailleurs et travailleuses. Derrière le baratin du gouvernement, le projet est très clair : récupérer l'argent de nos salaires socialisés pour enrichir toujours plus le capital. Il n'y a aucun argument pour justifier une telle mesure. L'hypothétique allongement de la durée de vie ne nous paraît que très peu probable au regard de ce qui nous attend : destruction de la planète, explosion des inégalités, instabilités géopolitiques et autres joyeusetés générées par le capitalisme, vont irrémédiablement aggraver nos conditions d'existence en sachant que notre espérance de vie en bonne santé est déjà très proche de l'âge minimum de départ à la retraite.

Il est hors de question que nos cotisations sociales financent autre chose que ce pourquoi elles ont été créées (pas même une pseudo transition écologique).

Cette nouvelle contre-réforme ne fera qu'aggraver les conditions de celles et ceux qui travaillent et accroîtra la misère des exclus du travail (pratiquement la moitié des plus de 55 ans).

Elle arrive après une attaque sans précédent contre l'assurance chômage et alors que l'inflation rend plus difficile les conditions de vie de toutes celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.

Pour que toutes et tous puissent se loger, se nourrir et se soigner, nous devons exiger des augmentations de salaires, de pensions et des minimas sociaux. Ces augmentations doivent être inversement proportionnelles aux revenus afin d'avancer vers plus

d'égalité et donc plus de solidarité entre nous. Elles doivent s'accompagner d'une réduction drastique du temps de travail pour que toutes et tous puissent travailler sans perte de salaires ni aménagement. Les cotisations patronales doivent être significativement augmentées et les richesses accumulées par les grosses entreprises sur notre dos doivent alimenter les moyens de vivre des plus précaires.

■ Pour une caisse unique de solidarité

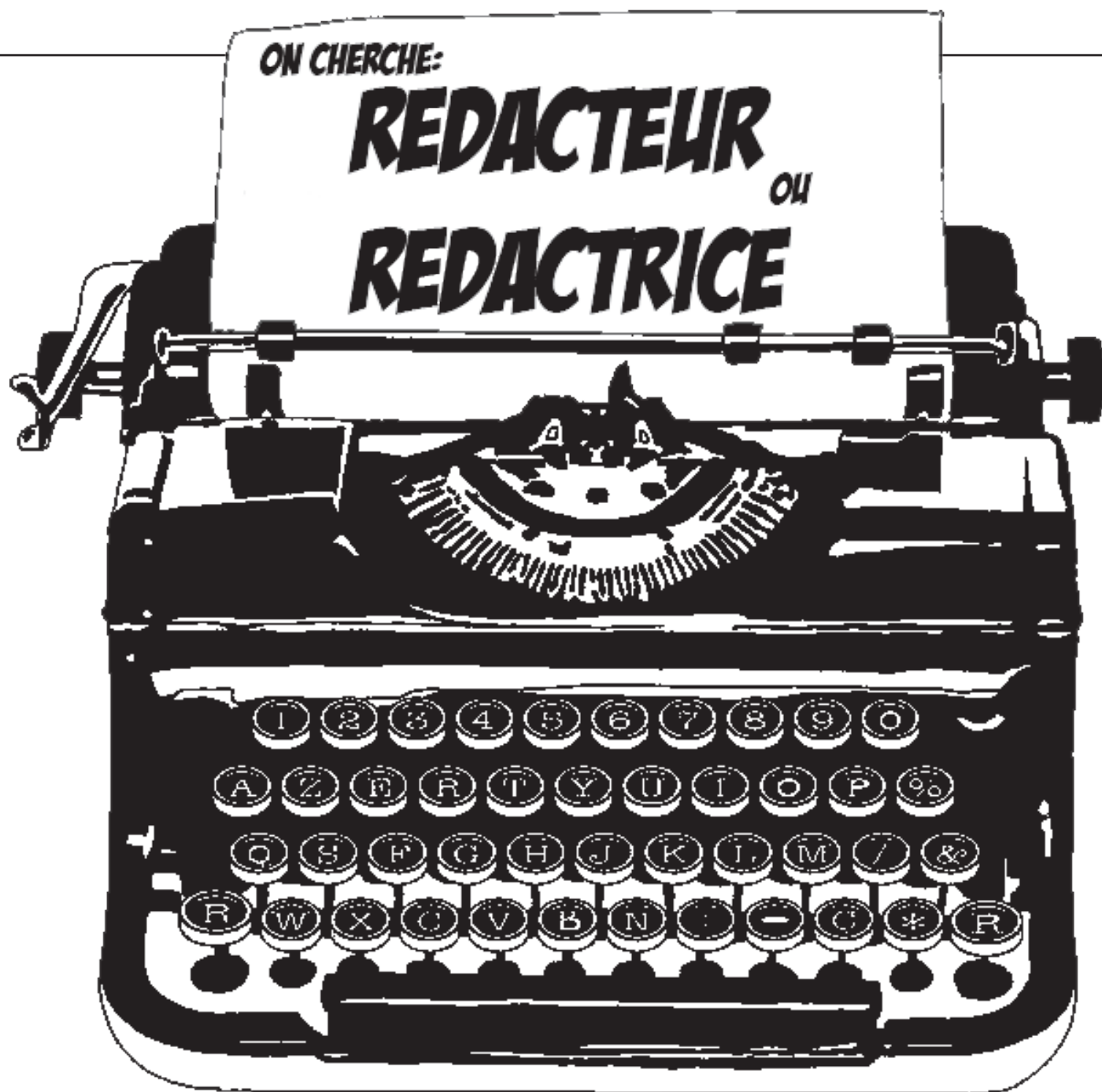
Nous ne réclamons pas uniquement le retrait de cette réforme inique qui n'existe que pour nous faire crever au boulot et mettre à bas le principe de solidarité collective. Nous devons obtenir une caisse unique de solidarité entre les travailleur·ses, nous protégeant contre les aléas de la vie (maladie, chômage et vieillesse). Cette caisse étant alimentée par notre travail, elle doit être gérée directement par les travailleurs et les travailleuses sans aucune intervention des patron·nes ou du gouvernement. Cela n'a rien d'utopique, c'est ce que nous avons obtenu à la sortie de la Seconde Guerre mondiale avant d'être systématiquement attaqué·es par les réformes néolibérales votées par les gouvernements successifs de droite comme de gauche.

Cette reprise en main de nos salaires socialisés affaiblira l'État et le patronat et permettra d'avancer vers leur suppression, seule solution pour nous débarrasser de l'exploitation et des oppressions. ●

UL Bretagne

Nous revendiquons :

- Un départ à la retraite à taux plein à 60 ans ou avant si souhaité ou nécessaire.
- L'élargissement des critères de pénibilité.
- L'abolition des décotes.
- L'indexation des salaires, pensions et minimas sociaux sur l'inflation.
- La diminution drastique du temps de travail.
- Le droit de reconversion financé par l'employeur, quelle qu'en soit la finalité.
- L'égalité salariale homme femme, valide ou non valide, libres ou incarcéré·es, avec ou sans papiers.
- La fusion des systèmes de retraite complémentaire et des entreprises de prévoyance dans le régime de base, caisse de solidarité autogérée par les travailleur·ses.
- L'annulation de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales.
- À terme : l'abolition du salariat par l'expropriation capitaliste.



Le mandat de rédaction restera vacant a partir du juin 2023

L'invitation reste ouverte à s'impliquer dans un mandat confédéral.

Le ou la redacteur-ice fait le recueil des contributions envoyées par les différents syndicats, groupes de travail et syndiqué-es. Il ou elle fait aussi la correction des texte, orthographe, typographie, et tient les ocontacts entre les différet-es contributeur-ices

Contactez-nous à l'adresse :

cs-administration@cnt-f.org

Seule la lutte paie !

Communiqué publié par la fédération des travailleur·ses de l'éducation, début janvier 2023.

Les collègues et élèves du lycée polyvalent d'Alembert (Paris 19e) apprenaient le 15 décembre 2022 que le rectorat de Paris envisageait la fermeture de la formation de moniteur·rice éducateur·rice du lycée. Cette formation ne requiert aucun diplôme à l'entrée et permet une poursuite d'étude post-bac. C'est un diplôme d'État de niveau IV, qui permet à des jeunes, principalement des jeunes femmes issues de lycées professionnels, de devenir des professionnel·les de l'éducation spécialisée. Et après deux ans de formation, la garantie de travailler en CDI dans le secteur de la protection de l'enfance, du handicap ou de l'insertion sociale, secteurs qui sont tous en manque de professionnel·les formé·es. C'est donc une fois de plus une attaque envers les classes populaires et plus particulièrement les femmes !

Quelques semaines auparavant, mi-novembre, c'est la disparition d'un poste d'enseignant·e dédié à cette formation qui avait alerté les collègues du lycée, disparition annoncée par la direction comme une probable erreur du rectorat de l'académie de Paris. Les demandes faites pour corriger l'erreur n'ont jamais eu de réponses. C'est lors d'une question diverse posée lors du conseil d'administration du 8 décembre 2022, que la direction du lycée a commencé à évoquer une fermeture, sans pour autant apporter d'arguments qui la justifieraient, sinon des chiffres erronés sur le nombre d'élèves. Les collègues du lycée d'Alembert avec le soutien des sections syndicales CNT Éducation, SUD Education, CGT Educ'action du lycée, ont été aux côtés des collègues concerné·es par la fermeture en signifiant à la direction du lycée qu'ils et elles ne laisseraient pas



faire. De leur côté les élèves, devant la violence de cette annonce, ont décidé de se mobiliser dès la rentrée de janvier avec un blocage du lycée. Après deux jours de blocage festif et en lien avec les autres élèves du lycée, le rectorat a reçu une délégation composée d'élèves, et de l'intersyndicale du lycée.

C'est avec stupéfaction, qu'ils et elles ont appris que l'initiative de la fermeture venait de la direction du lycée qui souhaitait ouvrir un BTS, plus prestigieux, à la place de la formation. La détermination des élèves et des collègues du lycée enseignant·es et non enseignant·es en a été renforcée. Le vendredi 06 janvier, moins d'une heure après le début du blocage, la proviseure du lycée a informé les membres de la délégation que le rectorat revenait sur sa décision de fermeture.

Il y aura bien une rentrée en première année en septembre 2023 !

Mais les collègues resteront vigilant·es, la réforme de la voie professionnelle et la vision purement

budgétaire de la région Ile de France et du ministère de l'Éducation Nationale sont une menace permanente sur toutes les formations et notamment celles destinées aux plus défavorisé·es.

Cette victoire pour démarrer l'année 2023 est celle d'élèves et enseignant·es déterminé·es et organisé·es, mais aussi celle des soutiens qui l'ont permis par leurs messages, leurs passages devant le lycée ou en prenant le relais pour les contraintes de famille.

Elle a montré que l'auto-détermination de celles et ceux qui luttent et des modes d'action sans concession permettaient d'envisager des victoires. Nous devons maintenant contraindre le rectorat et la région à revenir sur les fermetures et au ministère de l'Éducation Nationale à renoncer à la réforme de la voie professionnelle.

Seule la lutte paie ! ●

CNT Education Paris



Contre la réforme des lycées professionnels

Une large intersyndicale déterminée à exiger le retrait de la réforme.

Les mobilisations des personnels ont obligé Carole Grandjean, sous ministre de l'enseignement professionnel, à un premier recul : la réforme ne s'appliquera pas à l'ensemble des établissements à la rentrée 2023. Cependant, elle ne renonce pas et tente dorénavant de l'imposer plus insidieusement par des expérimentations qu'elle généralisera, à coup sûr, sans bilan et rapidement malgré une contestation toujours vive des personnels. Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, a d'ailleurs réaffirmé le 21 décembre dernier que le gouvernement avait engagé une réforme du lycée professionnel. Carole Grandjean est donc toujours déterminée à sacrifier l'avenir des jeunes, de nos métiers et de nos lycées professionnels – quitte à contourner le dialogue social en ayant recours à des cabinets de conseil malgré les scandales.

Les préconisations qu'elle doit émettre seront basées sur un bilan complètement tronqué de la réforme Blanquer qui affirme, en particulier, que le chef-d'œuvre est un dispositif « structurant au résultat encourageant » et sur des postures extrêmement réactionnaires de la formation professionnelle des

jeunes. Augmenter les périodes de stage, même progressivement, comme développer à tout crin l'apprentissage, c'est tout simplement priver les élèves, mineurs et les plus fragiles scolairement, d'un enseignement global et ambitieux. C'est mettre en péril leur avenir scolaire comme professionnel. C'est aussi les exposer aux dangers multiples, en particulier de sécurité, inhérents au monde du travail. Exiger des établissements qu'ils décident localement des horaires disciplinaires c'est aussi mettre à mal l'égalité entre les jeunes. Enfin, réviser la carte des formations au prisme des besoins économiques locaux et immédiats des entreprises, c'est entraver leur possibilité de choisir la formation à un métier de leur choix. Il s'agit d'une volonté réactionnaire qui projette de renvoyer la formation professionnelle des décennies en arrière.

Carole Grandjean décide donc bien de mépriser la colère des personnels et de passer outre leur expertise. Pour mener à bien ce projet dévastateur, elle envisage aussi de détruire nos métiers prônant notamment un vaste plan de reconversion des enseignantes et enseignants et le recrutement massif de professeur-es associé-es. En paral-

lèle, le ministère s'obstine à vouloir imposer son « pacte » – dispositif qui revient à conditionner une valorisation du pouvoir d'achat à des missions supplémentaires révélant ainsi son mépris pour nos conditions de travail déjà dégradées. Quant à la réforme des retraites menée à marche forcée par le gouvernement contre l'avis des salariés, elle participe de cette même logique du travailler plus !

Face à l'ensemble de ces attaques, l'intersyndicale est déterminée à ne rien laisser passer. Elle combattra la réforme des retraites et s'engagera dans les luttes pour de véritables revalorisations salariales. L'intersyndicale soutient les personnels en lutte pour sauver les lycées menacés de fermetures et ne lâchera rien non plus sur la réforme Grandjean des lycées professionnels. Elle s'engage à construire, ici aussi, les mobilisations indispensables pour empêcher la mise en place des expérimentations Grandjean et obtenir le retrait de ce projet dévastateur pour l'avenir des jeunes, de nos métiers et de nos lycées professionnels.. ●

Communiqué issu de l'intersyndicale CGT, FSU, SNALC, SUD et CNT, publié à Paris en janvier 2023.

Cassons les IA !

Et ça dérangerait qui si les machines nous remplaçaient ?

L'IA, pour intelligence artificielle, c'est l'inquiétude du moment des médias dominants, ce qui veut dire que la bourgeoisie est parcourue d'une angoisse apocalyptique : Et si les machines nous remplaçaient ? Derrière ce « nous », est-ce vraiment l'humanité toute entière qui est concernée, ou bien est-ce un « nous » qui cache un « eux » ? Nous allons faire une analyse critique et de classe des IA, car oui, il faut casser les IA, mais sûrement pas pour les raisons qu'avancent les bourgeois...

Si le « bot » qui répond à vos questions sur le site de la CAF, le répondeur automatique de Pôle emploi, ou encore le remplacement des caissier.es de magasins, n'avaient jusqu'à présent pas alerté grand monde – car c'était surtout les prolétaires, notamment les femmes, qui étaient visées là, avec des logiciels comme ChatGPT, c'est tout le monde qui peut être hypothétiquement grand-remplacé, même les journalistes (voilà peut-être pourquoi ils en parlent).

Dans un sens, ils ont raison. J'ai testé ChatGPT et je confirme, c'est bluffant. Ce logiciel permet effectivement de simuler une discussion, mais avec un degré de complexité qui est insensé.

Pour exemple j'ai demandé à chatGPT : « Je suis un poète japonais et je voudrais un haïku sur le thème des IA qui remplacent les humains » et voilà ce qu'il m'a répondu :

*« Les machines avancées,
Remplaçant les êtres humains,
Silence dans les champs. »*

C'est glaçant et aussi très enthousiasmant... On est comme un gosse devant ce logiciel aux possibilités

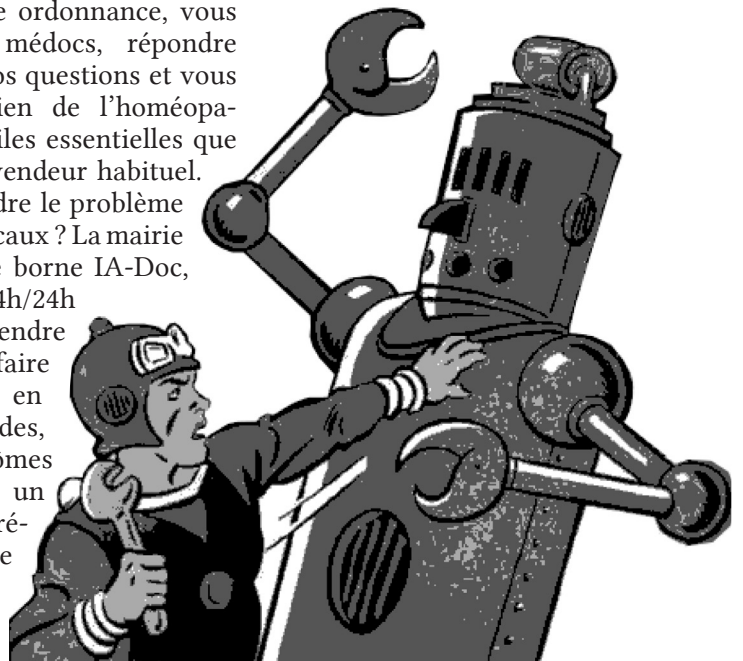
qui semblent infinies. Ça prend très exactement 4 secondes à ce logiciel pour pondre un article à partir d'une dépêche de l'AFP, tout aussi bien qu'un pigiste. En une heure j'ai réussi à coder en toute simplicité un programme qui m'aurait demandé plusieurs jours de travail. ChatGPT était tellement précis qu'il donnait l'impression de deviner mes besoins et il était même capable de me corriger dans les instructions que je lui donnais. La machine comprenait mieux que moi ce que je voulais et comment le formuler. Woah !

La grande différence entre les machines d'avant et les machines IA c'est que les secondes n'ont plus besoin d'être pilotées par un-e humain-e, elles peuvent s'auto-piloter, on serait presque tenté de dire que les IA savent prendre des décisions rationnelles, c'est en ça qu'on dit qu'elles sont « intelligentes ».

Le « robot-remplacement » va alors concerner plus de monde que l'on imagine. Le pharmacien robot pourra lire votre ordonnance, vous distribuer vos médicaments, répondre précisément à vos questions et vous vendre aussi bien de l'homéopathie à base d'huiles essentielles que n'importe quel vendeur habituel. Comment résoudre le problème des déserts médicaux ? La mairie s'équipera d'une borne IA-Doc, avec accès 24h/24h qui pourra prendre votre tension, faire des analyses en quelques secondes, lister vos symptômes et vous donner un diagnostic précis. La machine pourra même prendre aussitôt un rendez-vous

pour vous dans un centre spécialisé, elle pourra contacter le spécialiste qui répondra le mieux à votre problème précis... alors qu'avant, il vous fallait faire deux heures de voiture pour aller dans un hôpital où vous n'aviez même pas la certitude d'être correctement traité.

L'intérêt de la machine, c'est son rendement. La machine fait ce qu'on lui dit, n'a pas mal aux muscles, ne ressent pas la fatigue, elle peut porter une charge de plusieurs tonnes, elle peut manipuler des produits chimiques, elle a une mémoire de stockage infinie, elle peut faire des opérations mathématiques ultra-complexes, elle ne prend ni pause, ni vacances, elle ne fait pas grève et l'on n'a pas besoin de lui verser un salaire. Au pire, il y aura juste besoin de payer une entreprise pour l'entretien de ces machines, mais comme pour l'installation d'une box internet, ce besoin pourra être externalisé.



À partir de là, je peux l'affirmer : oui, les IA vont grand remplacer du monde. Je vois très bien le futur, si la structure capitaliste qui nous oppresse reste la même, la grande compétition, la course aux rendements et aux profits, va nécessiter les IA. On ne voit pas bien pourquoi les bourgeois s'en passeraient. Dans un monde concurrentiel, les entreprises qui voudront jouer le jeu de l'« éthique » pourront toujours accoler un label « fait par des humains », il n'ira que se rajouter aux « made in France », « bio », « éco-responsable », etc. Et seulement les plus riches s'offriront ce luxe. Et ils feront culpabiliser le monde entier avec ça, tout en ayant permis d'accélérer le développement de ces machines via leurs entreprises. Alors, faut-il s'inquiéter de voir un monde comme celui-ci arriver ? Un monde où nos séries netflix seront écrites par des IA, réalisées par des IA ? Cette angoisse a-t-elle vraiment du sens pour tout le monde ?

■ Il ne faut pas prendre la défense du travail aliénant

Lorsque les caissier·es sont remplacé·es par les machines, ce qui est injuste n'est pas tant qu'on fasse faire par une machine une tâche aliénante, ça, d'une certaine manière, c'est du progrès, ce qui est injuste, c'est que le profit généré par les machines ne soit pas redistribué aux humain·es. En y regardant bien, l'angoisse qui touche les classes dominantes, c'est l'idée de perdre leur travail et de se retrouver pauvre, soit, ce qui est déjà arrivé chez nous aux ouvrier·es les moins qualifié·es durant les différents processus de la mondialisation. Le conseiller financier sera remplacé par un I-Automate, tout comme les couturières du nord de la France ont été remplacées par le « délocalisé » et ça lui fait tout drôle, idem pour le journaliste installé. Par contre, personne ne

nous fera admettre que le problème est bien plus grave aujourd'hui, car il menace des classes aisées. Le problème là-dedans, ça n'est pas les IA, c'est la mécanique du capitalisme. C'est elle qui a transformé les « humain·es », en « force de travail », en « ressource humaine ». C'est le capitalisme qui a décidé que tu étais soit « actif », soit « inactif ». Pour les capitalistes, les humain·es sont déjà des machines binaires : soit tu es une machine en marche, soit tu es une machine à l'arrêt. Et une machine à l'arrêt crève de faim. C'est comme ça, dans la logique capitaliste. Or, refuser les machines sous prétexte qu'elles vont causer du chômage, ça revient à défendre le salariat (même le plus aliénant) sous prétexte qu'il est le seul moyen actuel d'obtenir de quoi manger. En faisant ça, c'est le capitalisme qu'on défend. Un libertaire devrait exiger des automates partout et la répartition des richesses pour toutes les remplacé·es. Le libertaire ne réclame pas du travail, il réclame du pain pour toutes.

■ Le bourgeois perd en confort de vie

Qui voudrait vivre dans un monde où le/a boulanger·e du coin est une machine ? Ne serait-ce pas là le stade avancé d'une déshumanisation galopante ? C'est là une crainte qui paraît totalement légitime... cependant, n'est-ce pas là aussi une panique de privilégiés ? Le plaisir de papoter avec son/sa petit·e vendeur·se de pain, de fromage ou de poisson, c'est déjà un luxe que ne peuvent pas se payer les prolos qui elleux, chopent du pain décongelé dans les rayons du Lidl. Le fromage à 30€ le kilo du ou de la fromager·e du coin, c'est hors sujet pour une mère de famille précaire. J'ai presque envie de dire que notre petit monde peuplé de petits commerces de proximités, il n'est pas mort demain, il est mort dans les années 60,

tué par les grandes surfaces.

Et puis, qu'est ce qui nous permet d'affirmer que notre petit·e vendeur·se est heureux·se de travailler ? Qu'iel s'épanouit quotidiennement à nous servir avec le sourire en nous faisant la discussion ? Y'a qu'un patron pour croire ça. Les bourgeois·es auront toujours les moyens de se payer des humain·es pour satisfaire leur besoin de se faire servir. Ça, c'est une certitude... mais, en tant qu'anticapitaliste, doit-on encore défendre le mythe de la/du travailleur·se heureux·se, faisant sa tâche (forcée) quotidienne avec humanité et joie ? Ou peut-on enfin affirmer une bonne fois pour toutes que les échanges entre humain·es ne vont pas mourir si disparaissent les échanges commerciaux ?

■ Derrière les IA, la misère humaine.

Bon, peut-être nombreux·ses sont ceux qui savent déjà pour le désastre écologique et humain toujours plus important que les « machines intelligentes » génèrent. La simple production de ces machineries « intelligente » à batterie est rendue possible par l'extraction polluante de terres rares qui non seulement détruit des paysages, pollue les sols, mais dans les mines tue des enfants, femmes et hommes, aux quatre coins du monde. C'est toujours la même logique néocoloniale derrière les IA et toutes les machines connectées. Le stockage des données numériques est aussi une source de pollution énorme, qui demande qu'on déforeste des zones du globe où l'on ne capte pas la 5G. Sauf qu'encore fois, ce massacre se fait loin des yeux de l'occident et ça n'est jamais là-dessus que l'on interroge l'avenir des IA dans la presse dominante.

Ça n'est pas le seul problème. Savez-vous comment sont produites les IA ? Ça serait un peu fastidieux

d'expliquer comment fonctionne une IA, mais pour dire les choses avec la plus grande simplicité, dites-vous qu'au point de départ de toute IA, il y a une armée d'humain-es qui manuellement ont enregistré-es les mots un par un dans la base de données de l'IA. Un robot ne fait pas de distinction entre le mot « lune » et le mot « banane », c'est toujours un humain qui taggera avec le mot « banane », le mot « fruit », le mot « jaune », etc. C'est cet énorme travail d'enregistrement et classement de milliards de milliards de données qui permettent aux IA de simuler un dialogue avec nous. Ce qu'aussitôt nous nommons intelligence. Ce travail fastidieux n'est évidemment pas réalisé par les ingénieurs de la Silicon Valley, mais il est externalisé à des entreprises qui vont exploiter des précaires partout dans le monde (surtout dans nos anciennes colonies) pour des salaires misérables. Imaginez que quotidiennement des milliers d'hommes, mais surtout beaucoup de femmes africaines, 10 heures par jour, nourrissent l'algorithme de google, facebook, etc. Chaque mot que sait vous corriger automatiquement google, chaque suggestion, a préalablement été inscrit manuellement dans l'algorithme par quelqu'un à l'autre bout du monde. On imagine toustes très bien l'aliénation que ce genre de tâche produit et ça n'est pas un hasard si ce travail est réalisé de manière opaque, par des exploité-es qui signent des « contrats de non divulgation absolue », leur interdisant même de mentionner à leurs proches pour quel logiciel ou quel GAFAM iels bossent¹.

■ On touche le fond ? Non, il y a encore pire...

Savez-vous comment une IA, que ça soit ChatGPT ou le robot modé-

rateur de facebook, fait pour reconnaître du contenu inapproprié ? En effet, une IA est un robot qui n'a pas de morale. L'IA pourrait très bien produire une image, un film ou un texte avec du contenu choquant ou illégal, si la consigne lui en était donnée. Pour éviter ça, l'IA doit classer dans sa base de données tout ce qui est du contenu « inapproprié ». Pour obtenir cela, quotidiennement, des travailleur-ses doivent classer dans les bases de données des IA, des images de violence, de meurtres, de viols, de pédophilie, de nécrophilie, etc. Afin de permettre aux IA de les identifier². C'est-à-dire que pour que les IA filtrent le contenu « choquant » ou tout simplement illégal, des gens s'exposent à votre place et cela jusqu'à perdre leur âme. Ça n'est pas compliqué de déduire que l'exposition prolongée à un tel niveau de violence (10 h par jour, 6 jour par semaine), conduit à de lourds troubles psychologiques irréversibles et à de la dépression sévère. À un niveau comparable à celui de grands traumatisés de guerre. On parle bien d'une forme de torture psychologique. Encore une fois, derrière le débat sur les IA, c'est celui de l'exploitation et du néo-colonialisme qu'il faut avoir. Après l'environnement, après les corps, c'est bien l'âme de ces travailleurs et travailleuses, adultes et enfants, que l'on détruit encore et toujours pour produire nos IA. Voilà le prix de ces machines intelligentes.

En conclusion, il ne s'agit pas de nier que l'avancée technologique est nécessaire à l'humanité. Personne n'irait nier l'apport de la grue pour la construction et il est clair que ça serait bénéfique à toustes d'automatiser les tâches aliénantes, mais ça ne pourra jamais se faire si l'on garde le capitalisme. L'humanité doit avoir les moyens d'avancer technologi-

quement en respectant l'humain et la planète, sinon, ça ne sera jamais une avancée, et il faudra toujours garder ces critères pour restreindre les rêves et les fantasmes. Dire que les machines vont nous remplacer, c'est en réalité une exagération qui n'a du sens que dans une vision ethnocentrée de privilégiés. Certes, chez nous, des gens vont se faire remplacer dans leur travail par les IA, mais ça n'est un problème que si l'on reste dans la logique capitaliste du salariat, par contre, ceux qui ne seront jamais remplacés, ce sont les exploités humain.es les plus démunis et tout le vivant sacrifié.

C'est pour ça qu'il faut casser les IA, mais ne pas oublier que ce combat ne doit pas trouver ses arguments dans la défense du travail salarial et des lubies bourgeoises, mais dans le combat acharné qu'il faut faire au capitalisme mondialisé.

Tant que nos utopies futuristes se feront avec le sang des travailleurs et travailleuses exploitées dans le monde et sur le dos de la planète, alors la priorité devra être de tout casser. Le capitalisme dans sa globalité ainsi que ses machineries. Et puis, entre nous, qui pense sérieusement qu'une IA pourra nous remplacer un jour dans ce que nous avons de plus beau, c'est-à-dire, la créativité et le chaos qui font notre charme ? On connaît toustes les légendes de ces recettes de cuisine nées d'une erreur, l'IA aurait jeté le tout à la poubelle, l'humanité en a fait des chefs-d'œuvre. Tout est dit. ●

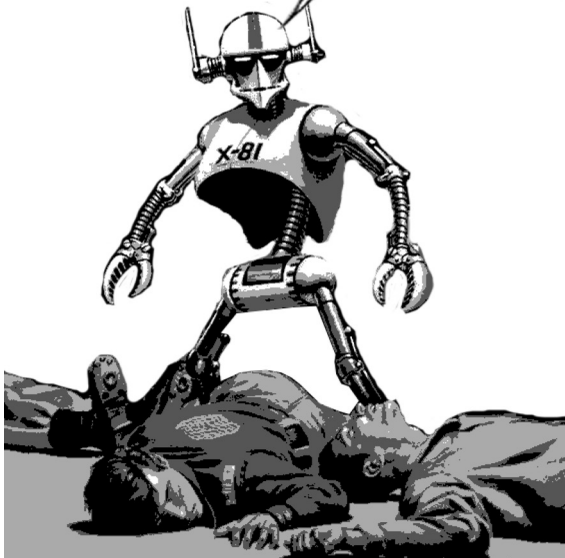
Filou le filou
CNT09

1 Invisibles - les travailleurs du clic-, documentaires réalisés par France TV, disponibles en replay sur www.france.tv/

2 ChatGPT : Sama, l'entreprise "éthique" derrière les scandales de modération au Kenya., Sébastien SEIBT, publié le 20/01/2023 disponible sur le site www.france34.com [en ligne]

DANS UN FUTUR PAS TROP LOINTAIN...

Tout.es mes collègues sont en burnout...
C'est pas normal ça...



LES PATRON-NES SONT TOUJOURS COMME ON LES CONNAIT..

Quoi!! on a pas de RTTs?
et mon salaire?
Et mes collègues en burnout?

Vous êtes tous virés!!



ILS UTILISENT TOUJOURS LES MEMES TACTIQUES, D'ABORD LA DIVISION...

Tu vois ces étrangér-es là?
C'est eux qui t'ont volé ton travail

Mais c'est n'importe quoi..



...SUIVI DE LA REPRESION FASCISTE

Nous ce qu'on veut
c'est la grève génér...aaarg!



DONC LA SOLUTION SERAIT TOUJOURS LA MEME...

UNION, ACTION ET AUTO-GESTION !



Délivrons-nous de Deliveroo

La subordination, la clef du retour au statut de salarié-e.

Revendiquer la subordination peut sembler un peu paradoxal pour des anarcho-syndicalistes. C'est pourtant tactique, permettant de revenir au statut du salariat, donc au contrat de travail et au code du travail plus protecteur que la simple relation commerciale prônée par l'ultra-libéralisme. Évidence : un jour il faudra bien supprimer ce maudit salariat, même s'il protège moins mal qu'un statut indépendant.

Le modèle des plateformes numériques de taxi ou de distribution de bouffe revendique le recours à des travailleur-es indépendant-es, auto-entrepreneur-es leur vendant une prestation de services, se limitant à mettre en relation client-es et restaurants. Ces employé-es sont à l'évidence des salarié-es déguisé-es.

■ Commandement, contrôle, sanction

Le litige se tranche sur les preuves d'un lien de subordination, qui se définit par trois pouvoirs d'une entreprise : commander, contrôler, sanctionner. Si ces trois éléments sont prouvés, l'employé-e redevient donc le salarié-e de l'employeur-e doté-e d'un contrat de travail de fait, tenant au cumul de l'exécution d'une prestation de travail, du versement d'une rémunération en contrepartie, et d'un lien de subordination sous l'autorité d'un-e donneur-se d'ordres qui contrôle et peut sanctionner son ou sa subordonné-e.

En 2018, la Cour de cassation reconnaît à un-e livreur-se de Take Eat



Easy le statut de salarié-e (Cass. Soc. 28 nov. 2018 N°17-20.079), la subordination étant caractérisée par le pouvoir de direction du travail et la fourniture de l'uniforme maison, le pouvoir de contrôle via la géolocalisation, et le pouvoir de sanctions

graduées allant jusqu'à rupture du contrat, selon l'absentéisme (« 1er avertissement, rappel de la règle. Au 2e une retenue tarifaire ; au 3e une rétrogradation dans les shifts ; au 4e la rupture du contrat ; au bout de deux mois sans ratés les trois premiers

avertissements seront effacés »). Un système de bonus et de pénalités des livreur·ses assimilable à un pouvoir de sanction de l'employeur·e. La géolocalisation permet le suivi en temps réel de la position du livreur·e, comptabilise les kilomètres parcourus, contrôle l'exécution des commandes.

■ Subordination, salariat de fait

L'arrêt rappelle que « l'existence d'une relation de travail ne dépend ni de la volonté exprimée par les parties ni de la dénomination qu'elles ont donnée à leur convention, mais des conditions de fait dans lesquelles est exercée l'activité des travailleurs », ajoutant que « le lien de subordination est caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné ». Les plateformes de livraison de repas cochent bien des cases : tenue et sac siglés identifiant la plateforme, emploi du temps, zone géographique et comportement envers les client·es imposé·es, rendement fliqué, exploitation des données de géolocalisation, aucune libre négociation des tarifs...

■ Sanction via les avis client·es

En mars 2020, le lien de subordination est reconnu à des chauffeur·es de VTC (Véhicule de tourisme avec chauffeur·e) dépendant de la plateforme Uber (Cass. Soc. 4 mars 2020, n° 19-13.316). Selon la Cour de cassation, le ou la chauffeur·e n'était pas libre de choisir son véhicule, les contrats de location étant interdépendants de l'adhésion à la plateforme. Le GPS de la voiture la localise en temps réel, impose un itinéraire optimisé, répar-

Régimes intermédiaires

La cour de cassation le rappelle, un régime intermédiaire entre le salariat et les indépendant·es existe au Royaume-Uni (le régime des *workers*, intermédiaire entre les *employees* et les *independents*), ainsi qu'en Italie (*contratti de collaborazione coordinata e continuativa, collaborazione a progetto*), le droit français ne connaît que deux statuts, indépendant·e ou travailleur·e salarié·e. Mais si l'Europe envisageait de légiférer, c'est pas gagné. Le 8 décembre dernier, aucun accord n'a été trouvé entre États membres sur un projet de directive établissant une présomption de salariat pour les travailleur·es des plateformes numériques, livreur·ses, chauffeur·es de VTC mais aussi graphistes ou traducteur·trices dépendant·es de plateforme similaires.

tit les courses commandées à la plateforme par les client·es, et contrôle de manière permanente de l'activité du ou de la chauffeur·e. Uber fixe le montant des courses facturées au nom et pour le compte du ou de la chauffeur·e, et modifie unilatéralement les tarifs, à la hausse ou à la baisse selon les horaires. La plateforme a aussi son pouvoir de sanction grâce au système de notation des personnes transportées. Uber peut déconnecter temporairement le ou la chauffeur·e de son application à partir de trois refus de courses et lui « faire perdre accès à son compte en cas de dépassement d'un taux d'annulation de commandes ou de signalements de "comportements problématiques" ».

■ Dissimulation systémique

En avril dernier, la tribunal cor-

rectionnel de Paris a condamné Deliveroo à régler 9,7 M€ pour travail dissimulé*, arriérés de cotisations et contributions sociales, retards et redressements à verser à l'Urssaf. À l'audience, la procureure a accusé Deliveroo d'« instrumentalisation et de détournement de la régulation du travail », organisant une « dissimulation systémique » d'emplois de livreur·ses qui auraient dû être salarié·es et non indépendant·es. « Fraude » ayant pour unique but d'employer « à moindres frais » ses livreur·ses, et peu importe si certain·es sont « satisfait·es » de ce statut ou se « sentent libres ». Outre le pouvoir de sanction, les juges ont retenu le port obligatoire de la tenue siglée, la formation technique imposée avant

début d'activité, l'interventionnisme et le contrôle pendant la durée des livraisons, la définition unilatérale des modalités du taf, la tarification et l'attribution des zones de livraison tout autant imposées.

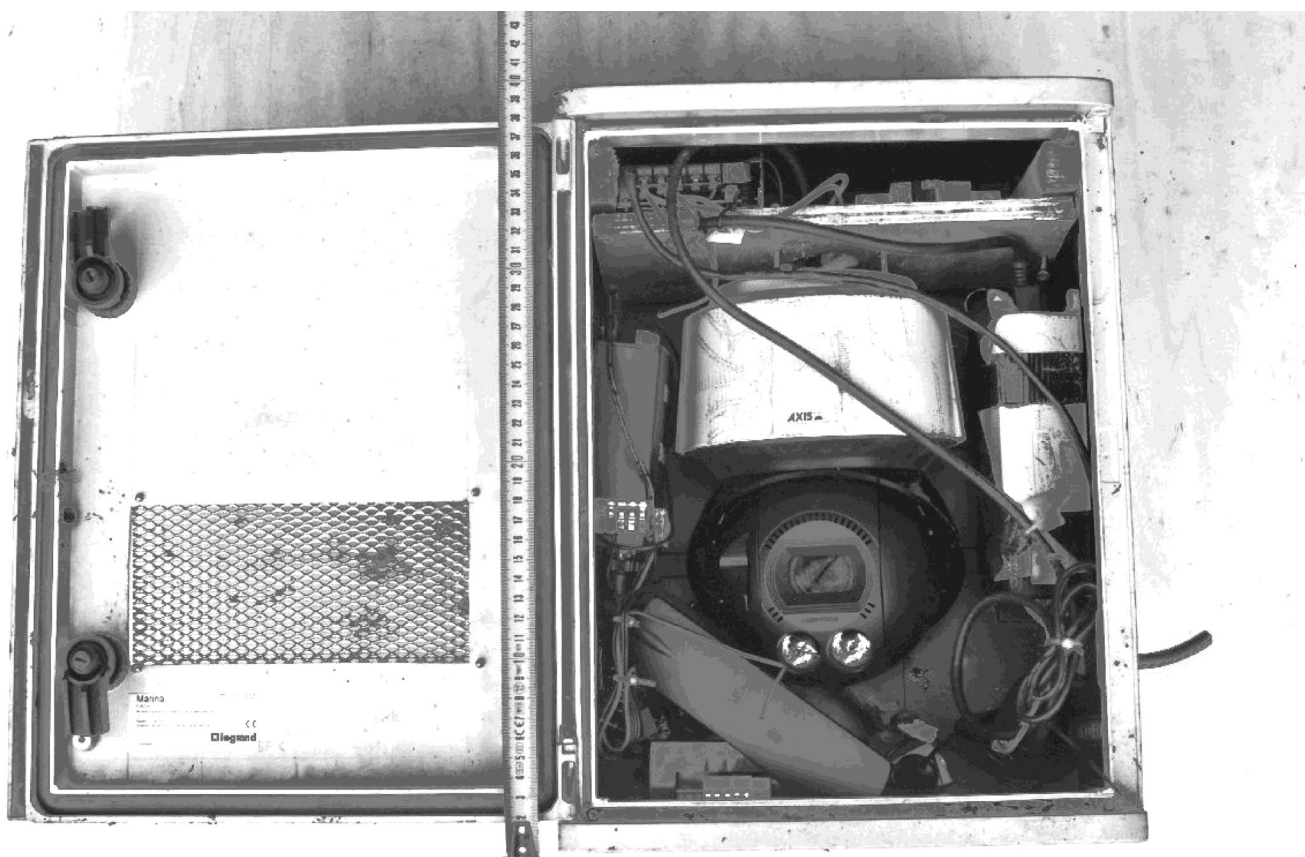
Si des conseils des prud'hommes ont déjà admis la subordination des livreur·ses aux plateformes et donc leur contrat de travail, de nombreux dossiers similaires sont en cours et en attente d'être jugés, cette condamnation au pénal est une première. Deliveroo a fait appel de cette décision de première instance. Il faudra attendre l'appel et la cassation pour que le cas soit tranché et utilisable comme jurisprudence. ●

Nico, SINR 44

* 2 286 emplois de livreur·ses en Île-de-France entre avril 2015 et fin septembre 2016.

Surveillance illégale des Tanneries et des Lentillères

À Dijon, la découverte de cameras flicardes illégales repose le problème de l'espionnage d'État des lieux militants.



Nous publions ici le communiqué des usagè-res de l'espace autogéré des Tanneries et du Quartier Libre des Lentillères publié à la fin du mois de janvier, dénonçant la surveillance policière illégale dont iels ont fait l'objet durant plusieurs mois.

■ Les faits

Deux dispositifs de vidéosurveillance camouflés dans des boîtiers accrochés au sommet de poteaux électriques ont été découverts au

mois d'octobre 2022. Ils pointaient vers des accès aux Tanneries et aux Lentillères et permettaient de filmer les rues, les zones de parking et les entrées piétonnes des lieux d'activités et de résidence. Ces appareils étaient composés d'une caméra à globe orientable et d'une antenne de transmission des données, ils étaient alimentés par le biais du poteau électrique. Passé le premier moment d'incrédulité, des recherches ont permis d'attester une surveillance de longue durée.

Des photos privées et de google

street view permettent d'attester la présence de telles caméras depuis au moins 2019, sur des périodes de plusieurs mois.

Après la découverte du dispositif situé au fond de l'impasse des Tanneries, celui situé devant les Lentillères (rue Amiral Pierre) s'est volatilisé sous l'action d'un groupe d'intervention envoyé par les services de renseignements.

Nous sommes choqué-es de nous retrouver dans un mauvais film d'espionnage, mais nous ne sommes pas surpris-es. Alors que la vidéo-

surveillance se banalise dans l'espace public sous prétexte d'insécurité, le ministère de l'intérieur étend son usage sous une forme camouflée, illégale, ciblée. Si l'un comme l'autre nous révolte, la surveillance discrète et illégale durant plusieurs mois de l'ensemble des allées et venues de plusieurs centaines de personnes, habitant·es, voisin·es, public et usagèr·es est un pas de plus vers un monde où chaque fait et geste est soumis au regard policier.

■ Surveiller et punir

Dans les lieux que nous faisons vivre, les activités politiques et les oppositions qu'elles font naître dérangent le pouvoir en place. Si nous en sommes conscient·es, rien ne peut justifier pour autant ces pratiques d'espionnage et d'intrusion au cœur de nos organisations politiques et dans l'intimité de nos vies. Être filmé·e à son insu constitue une véritable violence, de même que de savoir ses déplacements du quotidien auscultés, des moments intimes observés, la vie de tous les jours sous le regard de



la police.

Et la suite alors ? Des perquisitions pour découvrir une bouteille d'acétone comme preuve irréfutable d'explosifs en cours de préparation ? Une pompe à vélo en guise de matraque ? Nos bibliothèques renversées pour mettre la main sur un livre d'histoire de la révolution zapatiste ?

Tout ceci cadre bien avec le glissement actuel opéré par le gouvernement qui tend à transformer toute opposition à ses politiques en opération criminelle, en association de malfaiteurs, en « écoterrorisme ».

Au cours des dernières années, les tentatives du pouvoir de monter en épingles différentes « affaires »



se sont répétées : la plus récente et emblématique est celle de Bure et d'une supposée association de malfaiteurs qui a permis durant des années l'espionnage de militant·es, a produit 16 années d'écoutes cumulées, 85 000 conversations interceptées et 29 personnes et lieux mis sous écoute, pour qu'au final toutes les personnes inculpé·es soient relaxé·es du chef d'inculpation d'association de malfaiteurs.

Nous communiquons pour dénoncer ces pratiques, pour les

rendre visibles et pour la défense de libertés sensément acquises, et toujours plus menacées. Nous pensons que c'est aussi l'occasion de rassembler les témoignages des personnes et collectifs ayant fait l'objet de surveillance durant ces dernières années.

Contactez-nous !

Toute opposition à la marche d'un monde qui fonce droit dans le mur est surveillée. Le but est-il de faire peur ? De briser des solidarités ? De nous décourager ?

Quoiqu'il arrive, nous sommes prêt·es à répondre à toute tentative de criminalisation de nos collectifs, médiatiquement, juridiquement et politiquement.

Nous ne nous laisserons pas intimider !

Nous continuerons à construire et faire vivre d'autres voies vers l'autonomie ! ●

Contact : stopsurveillance@riseup.net



Grèce

« La seule façon de te sauver toi-même, c'est de lutter pour sauver tous les autres. » Nikos Kazantzakis



FOURGONS SOLIDAIRES VERS LA GRÈCE FÉVRIER-MARS-AVRIL **2023** LISTE DES BESOINS PRINCIPAUX

- FOURNITURES BÉBÉS** : lait infantile en poudre (surtout 6 à 18 mois), couches...
- JOUETS ET ANIMATIONS** : figurines, ballons, jeux d'échecs, crayons, feutres, papier...
- HYGIÈNE ET PARAMÉDICAL** : gels douche, protections périodiques, dentifrices, brosses à dents, lessive, nettoyants, chevillières, genouillères, premiers secours...
- BASE ALIMENTAIRE** : légumes secs, riz, fruits secs, biscuits, céréales, thé, café, autres aliments transportables... mais aussi couverts, grandes marmites et louches...
- AUTRES BESOINS** : chaussures de type baskets (toutes tailles), outils et matériel pour les réparations dans les lieux autogérés et pour la création de potagers solidaires.
- SOUTIEN FINANCIER** : Cela permet aux collectifs sur place de compléter eux-mêmes et diminue la charge transportée. Par chèque à l'ordre de **Anepos** :
ANEPOS – Action Solidarité Grèce – 6 allée Hernando – 13500 Martigues
 ou par virement à Anepos : IBAN FR46 2004 1010 1610 8545 7L03 730
 BIC : PSSTFRPPTOU - Objet : « Action Solidarité Grèce »
- ENVOI DE COLIS** : à l'adresse ci-dessus. Pour des envois par transporteurs ou points relais, contactez solidarite@anepos.net (ou tél. 06 24 06 67 98).
- MESSAGES DE SOUTIEN** : avec éventuellement dessins, photos, autocollants, affiches (on suit beaucoup vos luttes depuis la Grèce).

Merci ! Ευχαριστώ!



Depuis 2009, le collectif artistique et solidaire ANEPOS, basé dans le Tarn, les Bouches-du-Rhône et à Athènes, mène des centaines d'actions en Grèce en partenariat avec une quarantaine de collectifs du mouvement social qui s'organisent face à l'austérité : dispensaires médicaux autogérés gratuits, entraide contre les expulsions, cuisines solidaires gratuites, centres sociaux autogérés, hébergements et actions de soutiens aux exilé.es, outils coopératifs, livres et films en creative commons visibles gratuitement sur internet et finançant en moyenne à 50% les convois solidaires (*Ne vivons plus comme des esclaves, Je lutte donc je suis, L'Amour et la Révolution*), rencontres-débats... Encore un grand merci pour votre soutien et/ou votre participation aux nombreux convois passés, avec de 3 à 26 fourgons à chaque départ !

➔ Si vous désirez partir avec nous avec votre véhicule et/ou participer aux chantiers solidaires sur place, n'hésitez pas à nous contacter !

Grèce

L'usine autogérée de produits hygiéniques VIOME à Thessalonique menacée

L'initiative des étudiant-es, travailleurs et travailleuses grecques à Paris a traduit le communiqué suivant et réfléchit à comment soutenir les camarades de l'usine VIOME depuis l'extérieur.

« Iels veulent tuer VIOME. On ne les laissera pas faire ! Aujourd'hui, nous sommes dans la malheureuse position de vous informer que l'usine autogérée VIOME est plus que jamais en danger. Le pouvoir judiciaire et le capital ont discrètement vendu le terrain sur lequel se trouve l'usine à un investisseur privé.

Nous, les travailleur-euses de VIOME, déclarons que nous continuerons à produire dans l'usine, que l'Etat nous envoie ses CRS pour nous réprimer. Qu'ils nous virent ! Nous reviendrons ! Parce que c'est notre lieu de vie et parce qu'on doit à vous tou-tes de le défendre. Nous défendrons VIOME pour toutes ces dizaines de milliers de personnes que nous avons côtoyées au fil des années. Pour celles qui nous ont rejoint à l'usine, qui ont reconnu notre travail et notre labeur. Pour celles qui ont uni leurs voix aux nôtres dans les manifestations. Pour celles qui ont chanté avec nous lors d'un concert dans l'usine occupée. Pour celles avec qui on a serré les coudes face à la répression policière.

VIOME, la seule usine du pays qui fonctionne sans patrons, la seule usine où tout le monde est payé le même

salaire, la seule usine libérée du capitalisme et rendue à la société, est en danger. Et il y a que vous qui pouvez la défendre !

Au cours de ces dix années d'occupation, nous avons affronté des dieux et des démons. Nous avons été attaquées par la police anti-émeute, privées d'électricité à maintes reprises par les entrepreneur-euses de services publiques, vendues aux enchères par le système judiciaire.

Mais nous avons résisté et nous avons enduré. Nous ferons de même maintenant ! Notre détermination est féroce mais ce qui fait notre véritable force c'est vous, qui lisez ces mots.

Nous disposons de peu de temps pour saboter leurs projets. Mais nous y arriverons. Chaque action compte.

Chaque discussion sur VIOME, chaque affiche, chaque slogan sur un mur, chaque cortège, chaque concert de solidarité, chaque communiqué, chaque rassemblement, petit ou grand, dans toute la Grèce.

Chaque intervention dans les médias. Chaque résolution syndicale et chaque signature de soutien. Et toutes ces actions, comme des ruisseaux, vont inonder les rues dans tous les coins du pays, formant une grande rivière de protestation de personnes solidaires.

Les lois du capital sont toutes-puissantes. Mais la loi du peuple en colère peut les briser. »

Pour soutenir VIOME, écrivez au SI à international@cnt-f.org qui vous transmettra le contact ! ●



CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
 17 avenue de Gaulle
 26200 Montélimar
 06 52 17 93 54

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org
Combat Syndicaliste

c/o CNT Stics 13
 61, rue Consolat 13001

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

Turquie/Syrie

Aide internationale

Un bref encart camarades, suite au séisme terrible au Sud de la Turquie et Nord Ouest de la Syrie, des appels à dons circulent en direction de la zone d'Idlib, enclave au Nord Ouest de la Syrie, où très peu d'aide extérieure arrive en temps normal et où les régimes dictatoriaux freinent le passage de l'aide extérieure alors même qu'il est incapable de l'assurer.

Voici des liens qui circulent :

- les White Helmets - casques

blancs, créés en 2013 et actifs depuis pour venir en aide aux populations sous les bombardements, ce sont des habitants volontaires formés aux secours, qui forment régulièrement d'autres habitants. Ce sont eux qui interviennent seuls comme toujours dans la zone d'Idlib:

www.whitehelmets.org/en/

- l'ONG Molhamteam qui intervient régulièrement dans les camps de réfugiés dans la région également fait un appel depuis ce matin

molhamteam.com/en/campaigns/439

- une pétition pour une pression sur l'ouverture de corridors au Nord-Ouest syrien :
act.thesyriacampaign.org/sign/syria-earthquake-un-response/

Nous tâcherons de suivre cette campagne et de vous tenir au courant ! ●

GT Asie du SI

Paris

Le salon et la semaine anticoloniale

L'édition 2023 de la Semaine anticoloniale et antiraciste aura lieu fin mars en région parisienne,, avec au programme :

Le Salon anticolonial et antiraciste les 25 et 26 mars à la Parole Errante à Montreuil, ouvrira cette semaine et regroupera comme toujours l'ensemble des organisations membres du réseau et avec de nombreux ses invité.e.s.

Des thématiques principales se déclineront parmi les débats, les pro-

jections de films, les performances.

Cette année le samedi sera consacré au colonialisme environnemental, aux violences policières, et le soir il y aura deux concerts. Le dimanche sera centré sur les dossiers classés « Secret Défense », l'armement, et en fin de journée sur l'extrême droite et le racisme en France.

Durant toute la semaine différents événements auront lieu en région parisienne, dont une soirée débats

vendredi 31 Mars sur le thème « syndicalisme en situation coloniale aujourd'hui » dans le local confédéral de la CNT au 33 rue des Vignoles.

La semaine se clôturera par la journée « Décolonisons! » sur les dernières colonies françaises, au CICIP (21ter rue voltaire, Paris). ●

Vous trouverez le programme détaillé sur <https://semaineanticoloniale.com/> |

Du brun planétaire



La nouvelle internationale fasciste,
Ugo Palheta, Textuel,
94p. 13,90€.

Quand les fachos tentent de se donner une dimension mondiale, c'est à l'aide d'outils piqués au mouvement ouvrier et dévoyés au service d'une « lutte des races » fantasmée et abrupte de concepts foireux.

L'intro du livre le rappelle : une seule internationale a eu une direction centralisée, le Komintern fondé en 1919, dissous par Staline en 1943 après lui avoir beaucoup servi. Le fascisme n'a jamais eu une organisation pyramidale aussi unifiée et structurée, juste des coordinations et alliances transfrontières entre groupes et partis alternant pratiques légales et action violente, des ligues des années 1930 en France à l'assaut du Capitole en janvier 2021. Une nébuleuse, fluctuante. Ce petit livre compile quelques rappels utiles. Après l'ère de l'Homme nouveau en riposte à la menace d'un communisme mondial, l'actuel néofascisme prospère sur les désillusions, le déclin du mouvement ouvrier, du syndicalisme et de la gauche plus largement, « dessinant des conspirations imaginaires en fantasmant des invasions et en

inventant de toutes pièces des dominations » faisant naître « à une échelle de masse de nouvelles cultures fascistes, incluant des formes d'utopies », notamment face à la décrédibilisation du capitalisme néo-libéral. Certains ont théorisé un éco-fascisme, de la mystique du sol du XIX à l'ère nazie, faisant aujourd'hui des migrations la cause des destructions de la nature.

■ Des notions oiseuses à la pelle

Certains motifs idéologiques dessinent une trame commune : défense de l'Occident menacé et ses déclinaisons racistes et suprémacistes : « génocide blanc », antisémitisme et islamophobie (ou les deux), « colonisation à l'envers », « grand remplacement ». Dans les années 1970, la Nouvelle droite et le GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne) ont bien servi aux fachos du monde entier, en puisant dans la pensée du marxiste Gramsci (tout en vénérant le néo-fasciste italien Julius Evola). De quoi lifter certains concepts, comme l'« ethno-différentialisme » habillant de modernité un racisme culturel : finie la hiérarchie des races ou des cultures, le principe identitaire permet de refuser mixité et métissage en prônant un apartheid mondial, chacun sur son sol ancestral.

La pensée fasciste aime fustiger les élites qui seraient malades, déca-



dentés, corrompues, complices d'un mondialisme ouvrant les frontières aux migrants subsahariens après avoir été italiens ou polonais. La critique élude l'exploitation capitaliste, limitant leur faute à un cosmopolitisme qui vendrait la nation à l'étranger. Les recrutements fascistes sont disparates, des anciens combattants de la Première Guerre mondiale aux anti-rouges viscéraux, des cathos tradis aux païens, des virilistes aux partisans d'une révolution nationale, éventuellement populaire. L'agrégat entre ces aspirations contradictoires tient autour d'une vision natio-raciste un peu vague du monde, « voire d'un mythe incarné par un chef, bien davantage qu'à travers une véritable doctrine ». Même si « pour percer, les néo-fascistes doivent toujours apparaître comme une alternative, ce qui suppose une opposition - même minimale - aux politiques économiques et sociales menées par la classe dominante ». L'affichage « antisystème » pour appâter le populo.

Ce petit livre a le mérite de montrer l'hétérogénéité, le dynamisme et les vulnérabilités des ennemis, plus complexes qu'une simple bande de nerfs. Utile pour étayer une internationale antifa. ●

Nico, SINR 44

Les mouvements infertiles

HISTOIRE

Faire et défaire
la virilité

Les stérilisations masculines volontaires en Europe (1919-1939)

Élodie Serna



**Faire et défaire la virilité ;
Stérilisations masculines volontaires
en Europe (1919-1939)**

Élodie Serna, PUR éditions, 308 p. 26€.

Cette histoire de la vasectomie entre deux guerres balaye les courants politiques et les motivations de divers secteurs. De la secte des Skoptzy, castrats réprimés par les bolcheviks en URSS, aux notables hygiénistes renforçant les stéréotypes de domination masculine. Des chirurgiens et endocrinologues prétendant guérir l'homosexualité, à toute la veine eugéniste, où le contrôle social et le régénération de la race interdirait toute descendance aux malades, handicapés ou pauvres. La régulation des naissances cible les races, mais aussi les « *rebuts sociaux* », improductifs et finalement les « *classes inférieures* ». Certains veulent protéger la bourgeoisie contre des classes dangereuses trop nombreuses. D'autres entendent protéger la classe ouvrière contre elle-même pour générer une nouvelle classe consciente, prête à la guerre sociale... Tout en soutenant la grève des ventres, refus de fournir de la chair à canon aux capitalismes européens.

Le néo-malthusianisme a été un cheval de bataille de médecins

bourgeois, de fascistes, racistes et élitistes, mais aussi de libertaires au sein de la Ligue de régénération humaine et son réseau de groupes ouvriers. Membre de la première Internationale, Paul Robin y oppose « *êtres supérieurs* » et « *multitudes inférieures* », prône la stérilisation forcée des « *tarés* » pour éviter à leurs enfants « *une existence médiocre* ». Tout en arguant d'une protection très paternaliste des femmes, par « *pitié des souffrances féminines* », leur évitant « *l'esclavage* » de l'injonction à la maternité et des grossesses à répétition.

■ Haro sur la « brute prolifique »

Les articles de la presse eugéniste libertaire fustigent la « *brute prolifique* », figure masculine irresponsable et toxique « *qui fait du mal à sa compagne et à ses enfants* », « *être éminemment nuisible d'autant plus nuisible qu'il est pauvre* »... L'objectif : ne pas remplir les asiles et les prisons de « *dégénérés* », de « *déchets sociaux* » et de parias, voire stériliser autoritairement les parents maltraitants. En se passant du consentement, en produisant un mépris de classe, en développant un discours qui apparaît aujourd'hui affreusement réactionnaire et qui impose des guillemets aux formules de ces eugénistes de l'époque, surtout anarchistes individualistes, végétariens, naturistes, refusant alcool, café et tabac, vantant l'éducation libre. Leur ton relève plus du « *cannibalisme social que de la lutte de classe* » note l'autrice. Élodie Serna souligne l'aveuglement des libertaires antifascistes qui saluent sans commenter l'adoption en 1933 de la loi nazie imposant la stérilisation des « *infé-*

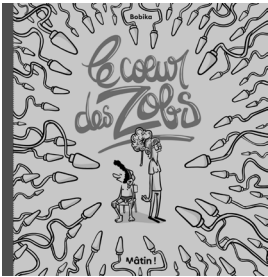
rieurs » et porteurs de maladies héréditaires... En mai 1935, Le Combat syndicaliste de la CGT-SR salue le « *bon sens* » d'Hitler quant aux stérilisations... En 1930, le même Combat syndicaliste parlait déjà stérilisation, mais surtout pour défendre des militants bordelais mis en cause dans une affaire de stérilisations clandestines. En novembre 1938, le journal La Grande Réforme, pourtant clairement internationaliste, antifasciste, dénonçant racisme et antisémitisme, et qui circule surtout dans les milieux anarchistes, écrit : « *On sait que tout n'est pas à condamner dans le régime allemand : la stérilisation eugénique, notamment, est tout à l'honneur de ce pays* ». Le soir du 9 au 10 novembre 1938, euphémisée en « *Nuit de cristal* », le pogrom antisémite le plus meurtrier de l'Histoire, avant la Shoah, fait plus de 3000 morts.

Pour l'autrice, ces discours sont plus des invocations, une « *stratégie illusoire d'accélération du processus de transformation sociale* » vue comme « *une étape dans la marche vers la maternité consciente et l'émancipation des femmes* ». Mais cette stratégie ciblant les hommes pêche aussi par « *androcentrisme et parce qu'ils sont considérés comme doués de plus de raison, donc plus responsables du contrôle des naissances* ». ● |

Nico, SINR 44



Coucognettes autogérées



Le cœur des zobs,
Bobika, éd. Dargaud,
144p., 19€.

Il ne faut pas se fier au titre, aux airs de provoc d'adolescent. Cette bande dessinée mêle avec rigueur explications didactiques, argumentaire en kit contre les ricaneurs et expérience perso d'un militant de la contraception masculine, inversant la « charge contraceptive » le plus souvent anticipée et prise en charge uniquement par les femmes. Cela s'inscrit dans une volonté de se défaire des injonctions à la masculinité, agressivité, insensibilité et refoulement des émotions, compétitivité...

L'auteur évoque les groupes d'hommes des années 1970 parlant en confiance des dégâts du patriarcat, de la culture viriliste, de leur sexualité. Un groupe décrète le

grève de la reproduction et teste la pilule masculine. D'autres peaufinent les performances du slip chauffant, dit « *remonte couilles toulousain* », officiellement dit « *contraception par remontée testiculaire* », qui arrête la production de spermatozoïdes en déplaçant les coucognettes dans la « *poche inguinale* » à 37°, deux degrés de plus qu'en ballottant dans un slip kangourou. Couper court à sa fertilité, évoquer cette contraception déclenche souvent rires forcés et moqueries de mâles offusqués, autodéfense des privilèges patriarcaux qui évite de se questionner sur cette répartition des tâches, contraceptives cette fois.

Si le slip chauffant et la pilule masculine sont au point, ils restent confidentiels, le Sida réimposant la capote et Big Pharma défendant son fructueux marché de la pilule pour femmes. Mis au point et testé par l'infirmier marseillais Maxime Labrit à partir de 2016, l'anneau contraceptif en silicone butte sur l'administration : il est interdit en décembre 2021

par l'Agence nationale de sécurité du médicament, faute d'essais cliniques (coût : 1M€ environ) requis pour autoriser sa commercialisation. Une coopérative s'est montée en mars 2022 pour s'inscrire dans le mouvement militant, former le milieu médical et accéder au marché européen en levant des fonds hors des cercles de l'industrie, des labos et des lobbies.

Cet éloge dessiné et vécu de la remontada testiculaire ne manque pas d'humour et d'autodérision, mais jamais dans le genre potache que pourrait suggérer le titre. Pratique, la fin de l'album livre références biblio et contacts de neuf associations locales militantes en France, produisant informations, réappropriation des techniques sur son propre corps, labo mobile autogéré pour compter ses spermatozoïdes, auto-fabrication d'anneaux en silicone, films, podcasts, pièces de théâtre, rap, ateliers de couture pour faire soi-même son slip, tissant ainsi un éloge chaleureux du DIY. ●

Nico, SINR 44

ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE.....

PROFESSION MAIL.....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement. Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT
GRATUIT



Mlac, Malik, (Abdel)

Réalisé par Blandine Lenoir, « *Annie Colère* » ramène en 1974, quelques mois avant l'adoption de la Loi Veil qui met officiellement fin aux avortements clandestins aux conditions désastreuses, ces interventions à vif engendrant traumatismes, blessures, hémorragies et morts. Finis, les temps de la honte. Avant ça, la mobilisation de militantes et de quelques médecins adopte l'action directe, sort de l'ombre, la revendication ouverte brisant le silence, bousculant la morale, la loi et le patriarcat, liant lutte contre le pouvoir médical et combat féministe. « *Nos Frangins* », de Rachid Bouchareb remonte à 1986 en pleine mobilisation contre la Loi Devaquet qui veut instaurer plus de sélection et des universités en concurrence. La répression s'emballe, sort les Voltigeurs, binômes de flics à moto, chargés de « *nettoyer* » les abords des manifs. Étudiant rangé, extérieur au mouvement, Malik Ossekine mourra quand même sous leurs matraques. Son nom est resté comme un martyr médiatique, historique. Le film rappelle que le même soir, un autre arabe, Abdel Benyahia, est assassiné devant un bar par un inspecteur de police bourré, hors service mais armé. Crime tenu secret par un blackout de 48 heures et qui passe sous les radars médiatiques.

Les deux fictions fortement imprégnées du réel historique abordent ces drames politiques via des familles brisées, entre la rage rentrée et le besoin de deuil, manière d'incarner ces combats, entrecoupé d'images d'archives.



Annie Colère, une chronique juste des militantes du MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception, dans une petite ville de province.

« *Annie Colère* » évoque la solidarité, la sororité chaleureuse, la douceur des femmes entourant, accompagnant celles qui reprennent décision sur leur corps au sein du Mlac, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception. On y pratique illégalement des IVG dans de bonnes conditions sanitaires et humaines. « *Nos Frangins* » aborde le racisme récurrent d'une France à peine plus post-coloniale qu'aujourd'hui. Et où la férocité policière est déjà couverte, encouragée par les hautes instances de l'État dans la limite de l'émoi public.

Ce qui a changé, c'est que le droit des femmes à disposer de leur corps est garanti par la loi, mais les réacs, cathos et fachos s'emploient depuis 1975 à renverser cet acquis. Et que la prise en compte collective, militante, a cédé la place à une médicalisation de l'avortement autorisé seulement à l'hosto, où peut s'exercer le pouvoir de culpabilisation voire de refus des médecins. Cette légalisation

abandonne le savoir-faire partagé, transmis, et une forme de tendresse collective évoquée par l'actrice principale Laure Calamy, étonnante de nuances. D'autant qu'en 1972, les femmes mourraient beaucoup moins grâce à la méthode Karman qui permettait d'avorter par pompe aspirante, chez soi, sans recours à un médecin.

Ce qui a changé, c'est que la police meurtrière ne déclenche pas la même indignation, le même raz-de-marée qu'en 86. Meurtres policiers banalisés, faiblesse des mouvements sociaux, résignation. Le film n'élude pas les ponts avec aujourd'hui, rappelant que les sinistres Voltigeurs, dissous au lendemain de la mort d'Oussekinne, ont ressurgi fin 2018 sous le nom de « *BRAV-M* », récréés par Macron en pleine panique du pouvoir face aux Gilets Jaunes. On a toujours à apprendre du passé proche. ●

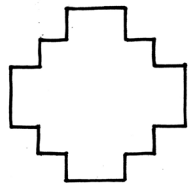
Nico, SINR 44

LA CNT C'EST QUOI ?

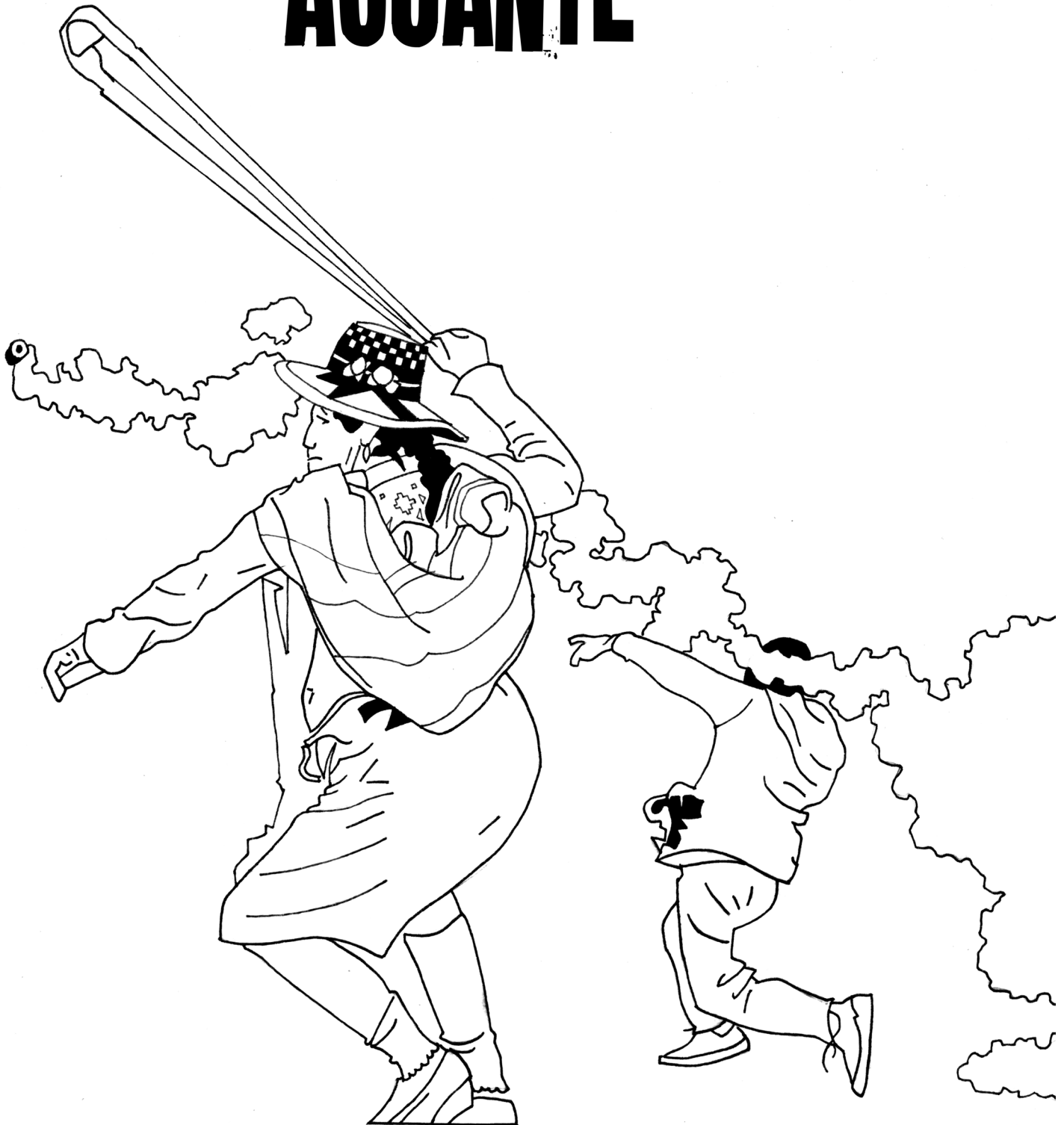
UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



AGUANTE



PERU

" Soutien au Pérou rebelle "

Affiche réalisée par un camarade de Barcelone en soutien au peuple péruvien qui résiste à l'oppression du gouvernement intérimaire-motivé par de ligues néo-libérales et extractivistes et mis en place sans demander son avis au peuple.

